

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AD Arnaud Démolition

370 RUE ALBERT CAMUS
ZI Molina la Chazotte
42350 La Talaudière

Références : UID4243-DSSP-025-169
Code AIOT : 0006104859

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement AD Arnaud Démolition implanté 370 RUE ALBERT CAMUS ZI Molina la Chazotte 42350 La Talaudière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD Arnaud Démolition
- 370 RUE ALBERT CAMUS ZI Molina la Chazotte 42350 La Talaudière
- Code AIOT : 0006104859
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Arnaud Démolition exerce sur le site de la Talaudière des activités de tri et transit de déchets dangereux et non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 4.3.8	Demande d'action corrective	2 mois
2	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7.7.7.2	Demande d'action corrective	4 mois
4	Impact du site sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 9.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Dispositions de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	Demande d'action corrective	3 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre en place un système de rétention des eaux polluées en cas d'accident sur le site, et faire procéder à des contrôles périodiques des émissions sonores et des dispositifs de protection contre la foudre. Enfin, afin de prévenir les accidents sur le site, un ensemble d'actions lui est demandé : exercice incendie, réalisation d'un plan de défense contre l'incendie et formation du personnel aux risques en présence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux (ci-dessous) définies : (tableau non reproduit).
Constats : Des analyses sont réalisées annuellement sur les 2 points de rejet des eaux pluviales. Les résultats sont conformes : il n'est pas noté de dépassement des valeurs limites d'émission(VLE). Les 2 paramètres (Zn et HCN) qui n'étaient pas présents dans la surveillance lors de l'inspection de 2021 ont été intégrés par l'exploitant dans le programme d'analyse et le contrat signé avec BEVAC. A noter que l'ensemble des analyses des rejets aqueux devra être intégré par l'exploitant dans le logiciel de gestion de l'autosurveillance GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Recherche des PFAS dans les rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ; 2° L'analyse de chacune des substances suivantes : (tableau non reproduit)
Constats : L'exploitant indique rencontrer des problèmes avec la société chargée de faire les prélèvements dans les rejets aqueux. En effet, celle-ci est débordée et devait au préalable effectuer un curage des réseaux du site. Celui-ci est en cours mais n'est pas terminé à date. De ce fait, l'exploitant indique que les analyses seront faites et les résultats obtenus d'ici fin mai 2025. Les 2 autres campagnes seront lancées dans la foulée. A l'issue de la réception du résultat des mesures, l'exploitant devra intégrer celles-ci au logiciel GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 7.7.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.12 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, voies de circulation, espaces verts, etc... est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité suffisante, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site ; un système équivalent assurant une garantie équivalente par obturation des réseaux et tenant compte de la configuration du site pourra être admis. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

Une mise en demeure avait été transmise à l'exploitant sur ce point en suite de l'inspection de 2021, car le site n'était pas équipé d'un dispositif de confinement des eaux polluées, notamment en cas d'incendie.

Lors de la visite du 19 mars 2025, il a été constaté que le site n'est toujours pas équipé d'un tel dispositif.

Cependant, l'exploitant indique que le sujet avait été réfléchi par un bureau d'études, qui avait calculé le volume nécessaire au confinement des eaux polluées du site avec la règle D9A. La solution retenue était d'installer des ballons obturateurs en entrée du réseau d'eaux pluviales. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter cette étude lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est donc demandé à l'exploitant de reprendre les conclusions de l'étude effectuée, de la mettre à jour si nécessaire, et de la transmettre à l'inspection. L'installation des équipements adéquats devra être effectuée sous 4 mois, au vu des délais largement échus de la mise en demeure de 2021. A défaut, des sanctions financières seront prises à l'encontre de la société ARNAUD DEMOLITION.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Impact du site sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 9.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance.

Constats :

Les vérifications périodiques suivantes ont été demandées à l'exploitant :

- installations électriques (Q18) : elles ont été vérifiées en février 2025. Le rapport ne fait état d'aucune anomalie;
- extincteurs : vérifiés en février 2025, le rapport ne fait état d'aucune anomalie;
- curage du séparateur à hydrocarbures : celui-ci a été effectué en 2024, et en cours pour 2025;
- protection du site contre la foudre : l'arrêté préfectoral du site (article 7.3.4) indique que les dispositifs de protection contre la foudre doivent être vérifiés à fréquence quinquennale. L'exploitant n'étant pas en mesure d'indiquer de quand date la dernière vérification, un contrôle de ses installations lui est demandé;
- mesure périodique de bruit : l'exploitant n'étant pas en mesure d'indiquer la date de la dernière mesure de bruit, une mesure des valeurs d'émission en limite de propriété du site en 2025 par une société agréée lui est demandée. Pour rappel, la fréquence indiquée dans son arrêté préfectoral est de 4 ans pour cette mesure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra donc transmettre à l'inspection les rapports de vérification des dispositifs de

protection contre la foudre ainsi que celui concernant la mesure de bruit, dès leur réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Dispositions de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie / maîtrise des incendies
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Plan de défense contre l'incendie »</p> <p><i>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</i></p> <p>« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>« Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> « - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; « - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; « - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; « - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; « - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; « - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; « - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; « - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; « - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; « - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir. » <p>« II. Maîtrise des incendies. »</p>

« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

« En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

« Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

« Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

« Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

« Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

« Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »

Constats :

Dans le cadre de la révision de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, de nouvelles prescriptions ont été établies, dont celles visées ici sont applicables aux installations existantes depuis le 1er juillet 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est donc demandé à l'exploitant les éléments suivants :

- l'élaboration d'un plan de défense contre l'incendie selon les modalités définies à l'article 11 de l'arrêté susvisé;
- l'organisation d'un exercice de défense incendie : pour ce faire, l'exploitant pourra se mettre en relation avec le SDIS afin de déterminer le scénario et les modalités de l'exercice. A la suite de celui-ci, un compte-rendu sera rédigé et transmis à l'inspection;
- la formation du personnel du site et des opérateurs extérieurs sur les risques de l'installation (incendie, amiante en particulier) et la conduite à tenir en cas de sinistre. Une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention devra également être dispensée aux opérateurs concernés;
- la vérification des débits effectifs des poteaux incendie et moyens de lutte externes contre l'incendie, afin de vérifier si les capacités en eau pour la protection du site sont suffisantes. Pour ce faire, il est conseillé à l'exploitant de faire intervenir le SDIS pour des essais d'aspiration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois